

Désinformation, IA et territoires : la nouvelle vulnérabilité démocratique

*Thierry Taboy,
responsable de la commission
Technologie du Laboratoire
de la République, membre du conseil
d'administration du think tank Impact AI*

La démocratie contemporaine repose sur un principe simple : l'existence d'une réalité partagée permettant le débat public. Or cette condition est aujourd'hui fragilisée par une mutation profonde de l'écosystème informationnel : la combinaison des réseaux sociaux, de l'intelligence artificielle générative et d'opérations d'influence étatiques.

Depuis plusieurs années, les institutions européennes et françaises alertent sur l'ampleur croissante de ces phénomènes. Le service français chargé de lutter contre les ingérences numériques étrangères, **VIGINUM**, documente l'existence de réseaux structurés de manipulation de l'information visant les opinions publiques occidentales, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine. Ces campagnes combinent faux sites d'information, comptes coordonnés sur les réseaux sociaux et amplification algorithmique de contenus polarisants.

Ces opérations ne relèvent plus de la rumeur artisanale. Elles reposent désormais sur une infrastructure organisée de production et de diffusion de contenus.

Une désinformation devenue industrielle

L'un des exemples les plus étudiés est l'opération dite "**Doppelgänger**", identifiée notamment par les autorités françaises et européennes. Son principe consiste à créer des copies visuelles de médias reconnus afin de diffuser de faux articles crédibles auprès du public.

VIGINUM a ainsi recensé des centaines de noms de domaine imitant l'identité de grands médias français.

L'objectif de ces opérations n'est pas toujours de convaincre. Leur stratégie consiste souvent à saturer l'espace informationnel par des contenus contradictoires afin de fragiliser la confiance dans l'information.

Autrement dit : lorsque tout semble manipulable, le doute devient la norme.

Le niveau local, nouveau terrain d'expérimentation

Contrairement à une idée répandue, ces opérations ne ciblent plus seulement les grandes élections nationales.

Les rapports récents de VIGINUM indiquent que des tentatives d'ingérences numériques ont été détectées à l'approche d'échéances électorales locales, notamment dans le contexte des élections municipales.

Cette évolution s'explique aisément.

Les territoires présentent plusieurs vulnérabilités structurelles :

- des débats publics moins médiatisés
- des moyens de veille plus limités
- une forte charge émotionnelle autour des décisions locales (urbanisme, environnement, sécurité)

Dans ces conditions, une rumeur ou une information manipulée peut rapidement devenir un facteur de polarisation politique.



L'effet amplificateur des réseaux sociaux

Les plateformes numériques jouent un rôle déterminant dans cette dynamique. Les algorithmes de recommandation privilégient les contenus suscitant de fortes réactions émotionnelles — colère, indignation, peur — car ils génèrent davantage d'engagement.

Les travaux scientifiques confirment cette asymétrie.

Une étude devenue référence, publiée en 2018 dans la revue *Science* par des chercheurs du MIT, a analysé plus de 126 000 informations circulant sur Twitter entre 2006 et 2017. Elle montre que les informations fausses se diffusent plus rapidement et plus largement que les informations vérifiées, les fausses nouvelles étant environ **70 % plus susceptibles d'être partagées**.

Contrairement à une intuition fréquente, cette diffusion accélérée ne provient pas principalement de robots, mais des comportements humains eux-mêmes.

L'intelligence artificielle change l'échelle du phénomène

L'émergence récente de l'intelligence artificielle générative modifie encore cette situation.

Ces technologies permettent désormais :

- de produire rapidement des articles crédibles
- de générer de faux témoignages
- de créer des images ou des vidéos synthétiques

Selon plusieurs analyses institutionnelles, l'accessibilité croissante de ces outils facilite la production massive de contenus trompeurs et réduit considérablement le

coût des campagnes de manipulation de l'information.

Autrement dit, ce qui nécessitait auparavant une équipe organisée peut désormais être réalisé par un nombre beaucoup plus réduit d'acteurs.

Une vulnérabilité démocratique encore sous-estimée

Face à ces évolutions, les réponses institutionnelles restent encore fragmentées.

La France dispose certes de plusieurs structures spécialisées — VIGINUM, l'ANSSI ou l'ARCOM — mais leurs actions restent souvent concentrées sur les niveaux national et européen. Les collectivités territoriales, en première ligne des débats publics locaux, disposent rarement des outils nécessaires pour identifier et analyser les campagnes d'influence.

Or l'expérience internationale montre que les manipulations informationnelles prospèrent précisément là où les capacités de veille et de réponse sont limitées

La résilience démocratique ne sera pas uniquement technologique

Il serait toutefois illusoire de penser que la solution réside uniquement dans la régulation des plateformes ou dans de nouveaux outils technologiques.

Plusieurs recherches en sciences sociales montrent que la lutte contre la désinformation passe également par le renforcement des compétences critiques et de la culture médiatique des citoyens. Les initiatives d'éducation aux médias produisent souvent des effets plus durables que la simple correction ponctuelle des fausses informations.

La question est donc autant sociale que technique.

Lorsque les espaces de discussion disparaissent — presse locale, associations, réunions publiques — les sociétés deviennent plus vulnérables aux récits simplificateurs circulant en ligne.

Défendre la réalité partagée

L'enjeu dépasse largement la seule question des fausses informations.

La démocratie suppose l'existence d'un espace public dans lequel les citoyens peuvent débattre à partir d'une base minimale de faits reconnus. Lorsque cette base se fragilise, la confiance dans les institutions, dans les médias et dans les décisions publiques s'érode.

Dans ce contexte, les élus locaux occupent une position stratégique. Ils sont souvent les premiers à percevoir les tensions sociales et les récits manipulateurs qui émergent dans un territoire.

La résilience démocratique dépendra en partie de leur capacité à identifier ces dynamiques et à recréer des espaces de discussion ancrés dans la réalité des territoires.

Car à l'ère de l'intelligence artificielle et de l'information algorithmique, le défi n'est plus seulement de produire de l'information fiable.

Il est de préserver les conditions mêmes du débat démocratique.